

**XIème CONFÉRENCE de la COMMISSION MÉDITERRANÉE****« Gouvernance, composante essentielle  
de la croissance économique et de l'équilibre social »**

Rabat, 19 et 20 septembre 2014

**Compte-rendu de la réunion**

*La gouvernance – entendons par là la « bonne » gouvernance » - est essentielle pour les pays de la Méditerranée, non seulement pour assurer un service optimal aux citoyens, mais aussi comme condition nécessaire de la croissance économique et de l'équilibre social de la région. En effet, la confiance de la société civile et des investisseurs étrangers repose sur la solidité et la crédibilité des services publics.*

C'est dans ces grandes lignes qu'on peut résumer les conclusions de la dernière réunion de la Commission méditerranée de la Ligue européenne de coopération économique. Cette XIème « Conférence Méditerranée » de la Commission s'est tenue les 19 et 20 septembre 2014 à la Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc à Rabat (Maroc).

La réunion fut ouverte par M. **Driss Khrouz**, Directeur Général de la Bibliothèque Nationale, qui avec beaucoup de franchise a d'emblée déclaré que la région de la Méditerranée ne va pas bien. Le processus amorcé par l'Union pour la Méditerranée est bloqué pour des raisons politiques. Comment discuter de gouvernance en 2014 étant donné ce qui se passe en Irak et en Lybie ? La gouvernance sans démocratie est un leurre. Sans état de droit, il ne peut y avoir ni croissance, ni équilibre social, ni société civile. La gouvernance suppose la transparence et l'absence de corruption. Des contre-pouvoirs comme la presse sont nécessaires.

M. **Carles Gasòliba**, président de la Commission méditerranée, a rappelé que les « Conférences Méditerranée » précédentes étaient dédiées à l'éducation et à la politique sociale. La gouvernance est le chapitre qui suit logiquement. Mr. Gasòliba préfère d'ailleurs parler de « bonne administration » plutôt que de gouvernance. Il remercie les instances qui ont permis l'organisation de cette réunion, comme le GERM (Groupement d'Etudes et de Recherches sur la Méditerranée), la Bibliothèque nationale de Rabat, les ambassades d'Espagne et de l'UE, l'Union pour la Méditerranée, le ministère des affaires étrangères espagnol et les sponsors financiers.

Processus méditerranéen en panne

La conférence se déroulait en quatre tables rondes. La première était dédiée au bilan de la gouvernance des initiatives régionales. M. **Senén Florensa**, Président Exécutif de l'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed) est totalement d'accord avec le constat de Driss Khrouz pour qui le processus méditerranéen est en panne. Mais la Méditerranée est compliquée. A l'égard de ce qui se passe en Syrie ou en Irak, nous utilisons le « soft power ». Par ailleurs nous poursuivons la globalisation sur un plan régional en créant des pôles d'intégration et en encourageant l'expansion vers le Sud de l'UE après avoir introduit la politique de voisinage vers l'Est. L'association avec l'UE a clairement aidé. Le Maroc est le seul pays qui a anticipé les réformes nécessaires et qui a le mieux vécu la transition du printemps arabe. Son statut est un exemple pour l'UE. M. Florensa se demande si être membre est vraiment nécessaire pour s'intégrer dans l'UE. La Suisse et le Norvège ne sont pas membre mais fonctionnent pratiquement comme s'ils l'étaient. Quant à l'Union pour la Méditerranée (en mettant l'accent sur le « pour »), c'est une promesse et pas encore une réalité. Les défis restent énormes, mais il n'y a pas d'alternative au soft power car le hard power (cf. la Lybie) s'est avéré désastreux. M. Florensa appelle finalement les pays arabes à mettre de l'ordre dans leur politique de voisinage entre eux.

Dans la discussion qui a suivi, il a été largement question de l'expérience de la Turquie vis-à-vis de l'intégration européenne et du rôle de la Banque européenne d'investissement dans le processus de développement.

Le sujet de la gouvernance est devenu beaucoup plus concret dans la deuxième table ronde où l'on a parlé des « réformes des administrations publiques ». L'ambassadeur **Rupert Joy**, Chef de la délégation de l'UE au Maroc, a souligné que le Maroc a un potentiel de réformes considérable grâce à la solidité de ses institutions et à son cadre institutionnel important pour la croissance et le développement. Il a énuméré les nombreuses réformes de l'administration qui ont été faites et qui ont été soutenues par l'UE (politique de ressources humaines dans le secteur public, modernisation de l'administration, gestion des dépenses publiques, réformes des marchés publics, lutte contre la corruption etc.). Mais il n'a pas caché que les défis restent nombreux, entre autre en ce qui concerne la corruption, la transparence et les inégalités sociétales. Il faut maintenant traduire en textes de loi le droit à l'info, le droit de proposition, le droit de pétition etc. L'UE est au côté du gouvernement marocain dans les réformes, consacrant 80 millions d'euro à un programme qui veut augmenter la transparence et la performance des dépenses publiques, améliorer le rendement fiscal du financement public et promouvoir la qualité des services publics. Le Maroc est le premier bénéficiaire de ce programme. L'ambassadeur Joy souligne enfin l'importance de la transparence du secteur public pour attirer des investisseurs et favoriser le développement économique

### Chantiers marocains en cours

La longue liste des chantiers marocains dans le domaine de la « gouvernance » a été décrite en détail par M. **Azzeddine Diouri**, Secrétaire Général du ministère de la fonction publique et de la modernisation de l'administration. Tout a commencé par la nouvelle constitution de 2011 qui dédie tout un chapitre à la bonne gouvernance et qui a donné un nouvel élan à l'administration. Le citoyen a été mis au centre: une charte règle ses relations avec l'administration et il a le droit d'accès à l'information. La lutte contre la corruption est renforcée. La réforme de l'administration a été un choix stratégique avec comme double rôle de servir le citoyen et d'attirer les investisseurs, car ceux-ci ont moins besoin de terrains ou d'allègements fiscaux que de pouvoir bâtir sur la solidité des services publics. Pour éviter que les réformes ne soient perçues que comme motivées par des raisons financières, elles sont placées sous l'égide du chef de gouvernement et pas du ministère des finances.

La modernisation de l'administration passe par trois axes. Les hommes et les femmes sont centraux, ce qui veut dire politique de ressources humaines, neutralité et égalité, appel aux concours publics et appel à candidats même pour les plus hauts fonctions, lutte contre l'absentéisme, évaluation des fonctionnaires. En deuxième lieu, dans l'accueil des citoyens, les procédures sont simplifiées. L'e-gouvernement a été introduit et ainsi le Maroc a déjà progressé dans les classements de la Banque Mondiale sur le critère « ease of doing business ». Troisièmement on a amélioré la gouvernance de l'organisation par la déconcentration des services, la lutte contre la corruption, l'accès à l'information, une charte des services publics etc. L'orateur n'a pas caché que ce sont des chantiers de longue haleine qui demandent beaucoup de courage, une conclusion qui fut entièrement partagée lors du débat animé qui a clôturé la table ronde.

Une troisième table ronde a parlé de la gouvernance locale. M. **Joaquim Llimona**, Commissaire pour les Affaires Extérieures et la Coopération de la mairie de Barcelone, a décrit comment la crise économique et le chômage élevé ont mis la gouvernance à l'épreuve dans sa ville, qui remporte pourtant tant de succès dans d'autres domaines comme le tourisme. Il a souligné que la gouvernance implique une participation de la société civile locale, ainsi qu'une coopération avec les entreprises et que cela demande un leadership politique compétent et transparent. Barcelone est caractérisé par une forte densité de population (avec tout ce que cela implique notamment pour le ramassage des ordures et l'éclairage), un réseau important de PME, un chômage élevé, une crise dans le secteur immobilier et une contestation de la politique par les citoyens (« indignados »). Si Barcelone est mieux sortie de la crise que d'autres grandes villes, c'est grâce à son faible endettement, l'augmentation de ses dépenses sociales et la concertation. Mais surtout on a donné la priorité aux plus touchés et à la réactivation économique axée sur l'emploi des jeunes et la création d'entreprises (growth center, foire de Barcelone, tourisme, zone franchise, mobilophonie). Ceci c'est accompagné d'une politique sociale et d'une politique favorisant les transports publics.

M. **Ahmed Arafa**, ingénieur en chef du génie rural et membre du groupe Maroc d'ARRI, s'est penché sur la gouvernance locale au Maroc. Celle-ci doit tendre à résorber les « grands écarts » qu'on trouve un peu partout dans ce pays : à courte distance des autoroutes commence le désert économique ; le Maroc a introduit la haute technologie, mais une grande partie de la population n'a pas accès à l'eau courante ; la démocratie s'accompagne d'un taux d'abstention élevé ; comment contrôler ce que font les élus ? La démocratie n'est pas une plante en pot ; il lui faut du sol, car l'arbre a besoin de bonnes racines. Le problème n'est pas de trouver des moyens pour les collectivités locales, mais que celles-ci puissent bien les utiliser. L'approche territoriale est importante, vu la proximité, l'allocation des ressources et la participation de la population. Une double mobilisation est nécessaire, et celle-ci doit impliquer de nombreux acteurs et niveaux de pouvoir (région, communes).

M. **Fouad Ammor**, membre du GERM (Groupement d'Etudes et Recherches sur la Méditerranée) a rappelé les définitions différentes de la gouvernance, en fonction de l'approche multidisciplinaire (décentralisation, municipalisation, régionalisation, proximité,...) dans la gouvernance locale. Dans les années '80 les états n'étaient pas à l'écoute des citoyens et les ajustements structurels dans le Sud ont échoué. Dans la gouvernance locale on a trop suivi l'approche « francophone » et coloniale de la centralisation. Parmi les défis pour la gouvernance, M. Ammor mentionne le fait que les élus ont un langage différent des administrations. Il ne faut pas oublier non plus qu'il y a une différence entre le territoire qui ne mobilise pas la population, et le terroir qui se réfère à l'appartenance à un espace. L'urbanisation est en conflit avec les origines rurales (Casablanca). La gouvernance locale demande de la légitimité et c'est pourquoi les traditions locales doivent être prises en compte par la gouvernance. Il faut s'interroger sur les postulats de la gouvernance locale, mais la réponse c'est que la gouvernance locale a en tout cas besoin de la gouvernance centrale. Il ne faut pas un désengagement de l'état mais un autre type d'état. La discussion a porté entre autre sur le phénomène des bidonvilles et la dignité de leur population et sur le fait qu'il y a dans certains cas trop de niveaux de gouvernement (Barcelona en compte sept...).

#### Code de bonne conduite

La dernière table ronde était dédiée à « la gouvernance dans l'entreprise et la société civile. L'application de la responsabilité sociale de l'entreprise et les codes de bonne conduite ». M. **Andrea Moggi**, économiste de la division Méditerranée du Service Européen pour l'Action Extérieure (EEAS) a fait le point sur le rôle social de l'entreprise dans le cadre de transformation de la Méditerranée du Sud. Il a rappelé que le début de l'Union pour la Méditerranée a été caractérisé par des blocages. Les investissements privés européens vers le Sud ont toujours été très faibles, seulement la moitié des investissements vers l'Est. Les fournisseurs étaient surtout l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie tandis que l'Egypte, la Tunisie et le Maroc étaient les principaux bénéficiaires. Le printemps arabe, qui s'est ensuite transformé en cauchemar, était une surprise totale pour l'UE. Ce « spaghetti bowl » qu'on ne parvient pas à démêler, nuit à la crédibilité qui est nécessaire pour les investissements. M. Moggi déplore sérieusement que les pays de la Méditerranée du Sud (contrairement aux pays de l'Est) ne font pas de coopération entre eux. Ils n'ont même pas un système collectif pour résoudre les conflits. Pour soutenir les investissements, il manque aussi de la capacité administrative. Lorsqu'on la compare avec celle de l'Est, la transition du Sud dure trop longtemps et s'est encore compliquée après 2011. Mais l'orateur a aussi avoué que la crise dans l'UE et l'exode des ressources vers des pays comme les BRIC's n'ont pas aidé l'offre européenne de partenariat et de coopération. Il voit deux problèmes-clés dans la région de la Méditerranée du Sud : le rôle réduit des banques et en même temps le rôle prédominant de l'état, dans ces pays qui étaient des pays socialistes. La région n'a pas tellement besoin d'aide budgétaire mais surtout d'ingénierie (consultants, recherche). L'entreprise locale est la clé. La société civile a un rôle à jouer, pas en mobilisant des prêts mais des dons. Il faut promouvoir le dialogue « type business ». Les pays méditerranéens sont les seuls qui sont exclus de la globalisation. Les entrepreneurs peuvent aider les administrations publiques dans la gestion budgétaire et la lutte contre la corruption. Dans la « corporate social responsibility » les institutions comme l'EU et la BEI montrent déjà le chemin avec leur code de bonne conduite.

M. **Mostaphah Mellouk**, président de l'association *Gran Casablanca*, a raconté comment il était en tant que personnalité médiatique confronté dans son programme de télévision avec les injustices dans

la société. De cet engagement est née une initiative pour la réhabilitation de la médina de Casablanca, qui fut intégralement portée par la société civile, sans argent européen et en première instance sans élus, mais avec le soutien de l'intérêt visible du souverain marocain. Grâce à des acteurs engagés qui travaillaient sur les territoires et qui sont préoccupés de justice sociale, on s'est attaqué, après la Médina, à l'entièreté de la ville de Casablanca.

#### Une question de crédibilité

M. **Jerry van Waterschoot**, Secrétaire Général de la LECE International, a résumé les différentes interventions et en a tiré les conclusions. Il a d'abord rappelé que le mot « gouvernance » est en principe neutre et indique le mode de gouverner. Pour lui, il y a une « bonne gouvernance », mais aussi une mauvaise gouvernance. Ce terme vient du jargon entrepreneurial anglo-saxon sur la « corporate governance » qui vise une articulation des pouvoirs harmonieuse et transparente non seulement entre les dirigeants de l'entreprise et les « shareholders », mais avec tous les « stakeholders ». Dans les multiples interventions entendues à cette conférence, il est apparu clairement que la gouvernance – sous-entendu la bonne gouvernance – est essentielle dans tous les domaines de gouvernement. Non seulement elle est nécessaire et doit être renforcée pour ses qualités intrinsèques, mais elle est aussi une condition pour créer la confiance et la crédibilité nécessaires à la croissance économique, tant sur la rive nord que sur la rive sud de la Méditerranée.

Après les remerciements de M. Carles Gasòliba, président de la Commission Méditerranée de la Ligue, à la Bibliothèque nationale, au GERM et à l'Union pour la Méditerranée, le mot de clôture était prononcé par M. **Fathallah Sijilmassi**, Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée. Pour comprendre le processus qui est en cours, il faut en premier lieu un concept global. Dans un monde où règne la concurrence internationale, il faut un partenariat au développement et non pas de l'aide. Le Sud de la Méditerranée doit comprendre que l'Europe évolue et l'Europe doit mieux comprendre le Sud de la Méditerranée. La Méditerranée doit être mise au centre, pas dans le voisinage. En deuxième lieu l'Europe et la Méditerranée ont un agenda commun. Que l'EU prenne en charge certains coûts des réunions est une erreur car de cette manière les participants de la Méditerranée ne participent pas de manière neutre. Il faut en troisième lieu renforcer la coordination et la synergie entre tout ce qui existe. L'argent n'est pas le problème, ce sont les bons projets qui manquent. Finalement le message original de l'Union pour la Méditerranée est toujours valable, et notamment qu'il faut continuer de travailler au processus en partant des réalités du terrain. Avec 43 pays impliqués, il faut entre autres des progrès à géométrie variable et du co-ownership.

-----